

B. JEUDI

On s'abonne :

BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loops, 62 ;  
PROVINCES, dans tous les bureaux de poste ;  
PARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 51 ;  
ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),  
Hassenstein et Vogler ;  
LONDRES, Gower and son, 2, St-Ant's lane, Delizy,  
Hayes et Co, 40, 1, Finch lane, Cornhill, 1, Cecil st ;  
STRAZ, Smith and son, 148, Strand, A. Maurice, 13,  
Tavistock Row, Aug. Siglé, 110, Leadenhall street.  
AMSTERDAM, B. Eisenhart, libraire ;  
LA HAYE, Belinfante frères, libraires ;  
ROTTERDAM, MM. Nijth et Van Duijn, libraires  
LUXEMBOURG, au bureau de poste ;  
ROME, Merle, libraire, place Colonna ;  
GENÈVE, Crilovich, place de la Poste, 24 ;  
FLORENCE, Vieusseux, cabinet littéraire ;  
NAPLES, Deiken et Rocholl ;  
MADRID, Alphonse Duran, Bailly Bailière ;  
CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire ;  
BRUXELLES, Decroix et Co, libraires.

# L'INDÉPENDANCE

Belgique : un numéro 20 centimes.

PRIX : Bruxelles, 12 fr. par trimestre, 40 par année ;  
Province, 13 fr. ;  
La France, 21 fr. ;  
Allemagne, 18 fr. ;  
Angleterre, 17 sh. ;  
Autres pays, 12 fr. par trim., port en sus.

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre  
à vue sur Bruxelles.  
Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE.

Edition du matin

CONSERVATION PAR LE PROGRES

ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne, payable  
à l'avance (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne  
FAITS divers (hors du journal), 3 fr. la ligne.  
Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à  
M. HAYAS, rue J.-J. Rousseau, 51, ou à MM. LAFITTE, BULLIER et Co, 8,  
place de la Bourse.  
Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HASSENSTEIN et VOGELER ;  
à Francfort M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau,  
Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lau-  
zanne ; en Angleterre, à Londres, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock-Row, M. G.  
STREET, 20, Cornhill, E. C. M. FR. ALGAR, Clements Lane, 8, Lombard st.

BRUXELLES, 20 novembre

## REVUE POLITIQUE.

La situation créée en France par l'interpellation de M. le général Changarnier et par les votes qui ont suivi cette nouvelle sortie de bonnets à poil, reste toujours excessivement confuse. Les conseils de ministres se multiplient à Versailles, sans qu'il en sorte rien de décisif. Il n'est pas possible cependant que cet état de choses se prolonge beaucoup, car un pays ne peut vivre de longs jours en état de crise gouvernementale, et c'est bien une crise de cette sorte qu'on fait éclater les grands politiques et les excellents patriotes de la droite.

D'après nos dernières informations particulières de Paris, M. Thiers aurait abandonné l'idée de demander à l'Assemblée nationale un nouveau vote de confiance. Il ne reviendrait à ses projets de démission que si, malgré l'invitation contenue dans son Message, aucune proposition constitutionnelle n'était faite dans un bref délai, ou bien si la décision sur la proposition de Kerdrel ne lui était pas favorable. Il n'est pas douteux que des propositions constitutionnelles ne soient faites, et, selon toute vraisemblance, elles sortiraient de la commission de Kerdrel elle-même. Dans les discussions qui ont eu lieu dans les bureaux, à propos de la nomination des commissaires, le vote en a été à peu près unanimité admis. Seulement, la droite voudrait constituer contre M. Thiers, tandis que la gauche songe à assurer la durée des pouvoirs du président de la République, sans les amoindrir.

La droite a surtout à cœur de fermer à M. Thiers l'accès de la tribune et de le subordonner à sa volonté à elle, pour le choix de ses ministres. On nous signale un projet formulé par un membre du centre gauche, M. de Macébré, et qui donnerait jusqu'à un certain point satisfaction à cette exigence. Il accordait au président de la République la faculté de refuser la promulgation des lois votées par la Chambre et de demander une nouvelle délibération. Pour cette seconde délibération, il aurait la faculté de soutenir en personne son opinion à la tribune ; mais hors ce cas unique, il n'aurait plus le droit d'entrer à l'Assemblée. Cette combinaison aurait été accueillie avec une certaine faveur par les membres du centre gauche.

Nous avons parlé hier des bruits qui couraient à Paris, relativement à la démission offerte, mais refusée, de M. de Goulard, ministre des finances, et de Victor Leffranc, ministre de l'intérieur. Il est un autre ministre dont la retraite s'expliquerait bien mieux encore, quoiqu'elle ne soit pas annoncée : c'est M. Dufaure. Il n'y a aujourd'hui qu'un cri contre lui, dans tous les journaux qui soutiennent M. Thiers ; c'est sur lui qu'on fait retomber toute l'entière responsabilité de la fausse manœuvre faite par le gouvernement en repoussant l'ordre du jour de l'Amiral Jaurès pour accepter celui de M. Mettel. Cette responsabilité, en effet, paraît revenir de droit au garde des sceaux, c'est-à-dire à M. Thiers. On a vu à la séance d'hier, dans une réunion du centre gauche, par l'Amiral Jaurès, que son ordre du jour avait été soumis au président de la République qui l'avait approuvé.

L'influence de M. Dufaure a amené M. Thiers à changer d'avis. M. Dufaure, qui du reste s'entend à merveille avec la droite depuis qu'il a commencé la discussion sur la loi du jury, peut se consoler des reproches de la presse de gauche par les éloges que lui décerne la presse de droite, c'est-à-dire celle qui fait profession d'hostilité envers M. Thiers. Le Français, notamment, lui adresse les plus chaleureuses félicitations, à propos de la faute déplorable qu'il a faite en repoussant l'ordre du jour de l'Amiral Jaurès, et le président de la République, en le décidant à donner la préférence à l'amendement de M. Mettel sur celui de l'Amiral Jaurès.

D'après ce qu'on nous écrit, la droite se tenait pour si bien assurée de la victoire, lundi, et avait si bien la résolution d'en tirer tout le profit possible, que déjà elle avait constitué un gouvernement à mettre à la place de celui de M. Thiers. Au président de la République elle était prête à substituer un triumvirat militaire, qu'elle avait composé du maréchal de Mac-Mahon et des généraux de Ladmirault et Changarnier. Est-ce là le qu'il faut chercher l'explication de l'ardeur de ce dernier dans son attaque contre M. Thiers ? De plus, il y avait un autre motif formé d'avance et composé de la fine fleur des orléanistes, M. le duc de Broglie et M. le duc d'Angoulême-Pasquier y figuraient naturellement en première ligne.

Les meneurs de cette campagne avaient aussi nos neveux quels projets concernant M. le duc d'Aumale, qui, assure-t-on, ne faisait pas trop de résistance à leurs desseins. On a remarqué que ce prince attendait dans la salle des Pas-Perdus le résultat de la discussion, et qu'il a quitté le palais après le rejet de l'ordre du jour Benoit d'Azay sans s'être montré à la séance.

Nous devons constater, d'autre part, que M. le prince de Joinville a voté pour l'ordre du jour de M. Mettel.

C'est aujourd'hui qu'on doit s'occuper à la Chambre des Députés de Bruxelles, les débats sur la loi des cercles, remaniée par le gouvernement dans un sens moins libéral, c'est-à-dire dans le sens d'un compromis entre deux principes inconciliables, l'autonomie communale et la prérogative de la noblesse territoriale. Si la majorité libérale accepte cette transaction, comme il est probable, c'est dans l'espoir que le gouvernement se renoncera pas à une réforme de la Chambre des députés, assez efficace pour assurer le succès des lois importantes qui auront bientôt leur tour. Un télégramme de Berlin du Journal de Francfort annonce comme définitivement résolue une fournée de quarante pairs et de plus une réforme organique de la première Chambre. On croit que le ministère s'expliquera aujourd'hui sur ses intentions.

La ville de Breslau a désigné son bourgmestre, M. de Forckenbeck, pour occuper le siège auquel elle a droit dans la Chambre haute. La Chambre des députés perdra par ce changement un président qui a si longtemps conduit ses débats avec autant de fermeté que de tact et de modération.

La situation parlementaire en Hongrie vient d'être troublée de nouveau par un orage soulevé par la gauche extrême. Un des chefs de ce parti, M. Czernatony, à propos de la nomination d'un juge, a vivement attaqué le gouvernement et personnellement le ministre-président, comte Lonyay. Le débat qui s'est engagé à cette occasion a pris un caractère très sérieux et le président a dû lever la séance. Cet incident a amené des explications entre le comte Lonyay et le parti Deak, qui a promis au ministre-président une éclatante satisfaction.

Les Etats Unis sont atteints par une effroyable série d'incendies, qui sévissent surtout sur les grandes cités commerciales et industrielles. A peine Chicago se relevait-il de ses ruines, que la ville de Boston était démolie par un désastre presque aussi immense. Voilà que maintenant on annonce coup sur coup de nouvelles catastrophes de ce genre qui ont frappé Brooklyn, la cité-sœur de New-York, et un second incendie à Boston. Heureusement que le courage persévère.

rant et l'esprit entreprenant qui caractérisent les Américains ne se laissent pas abattre par ces malheurs réitérés. Partout l'œuvre de réparation commence sur des ruines à peine refendues, et l'on peut être certain que toutes les forces nationales concourront à en assurer l'accomplissement. Un télégramme de Madrid nous apprend que les Cortès ont adopté définitivement hier, par 173 voix contre 20, le projet de loi relatif à l'emprunt et à la création de la Banque hypothécaire. Les républicains se sont abstenus.

L'indisposition dont le roi Amédée a été atteint approche de son terme.

## Post-scriptum.

Dans sa séance de ce jour, l'Assemblée nationale de France, a poursuivi la discussion du projet de loi relatif au jury.

La commission, chargée d'examiner la proposition de Kerdrel, entendra, assure-t-on, demain le président de la République.

Jusqu'à cette heure, aucun nouvel incident n'a surgi. (Voir au BULLETIN TELEGRAPHIQUE.)

La Chambre a continué aujourd'hui la discussion du titre du code de commerce relatif aux sociétés.

A la fin de la séance, M. Le Hardy de Beaulieu a demandé où en sont les travaux de la commission militaire. Il a fait allusion à diverses publications qui lui paraissent de nature à inquiéter l'opinion publique.

M. le ministre de la guerre lui a répondu que le gouvernement comptait recevoir dans le courant du mois de décembre le rapport de la commission militaire.

Quant aux brochures dont M. Le Hardy s'était occupé, M. le ministre a déclaré qu'elles avaient été publiées sans l'autorisation du ministère, et même sans l'autorisation personnelle du ministre de la guerre qui en laisse toute la responsabilité à leurs auteurs.

Personne n'ayant été nommé dans cet incident, nous croyons devoir faire comme la Chambre ; mais tout le monde aura parfaitement compris de qui et de quoi il s'agit.

Quatre projets de lois, notamment deux demandes de crédits assez importantes pour les départements de la guerre et des travaux publics, ont été déposés par M. le ministre des finances.

Les lauriers des élections du Ninove troublaient le repos des électeurs de Monin. Ceux-ci ont tenu à prendre leur revanche. Ils viennent de décider la suppression de l'école normale pour ordonner un presbytère. Du coup, les Ninovites sont déçus. Les Moninois tiennent la corde.

Le conseil provincial du Brabant s'est réuni hier, à midi et demi, en session extraordinaire.

M. Dubois-Thorn, gouverneur, ayant donné lecture de l'arrêté royal de convocation, en date du 4 courant, a déclaré ouverte, au nom du Roi, la session extraordinaire.

L'unique objet de cette réunion était la présentation de candidats, à la nomination du Roi, pour une place de conseiller vacante à la cour d'appel de Bruxelles, par la mise à la retraite de M. Scawfaine.

M. Alb. Fieard, président, a fait connaître que les postulants aux candidatures étaient MM. C. Delecoeur, Giron, Demere, vice-présidents du tribunal de première instance de Bruxelles, Fétis, juge au même siège, et Robert, procureur du roi près le tribunal de première instance de Nivelles.

M. le président a donné lecture d'une lettre de M. Schollaert, le plus ancien vice-président du tribunal de Bruxelles, qui déclare ne pas se mettre sur les rangs, cette fois, pour une candidature.

La lettre de M. Schollaert se terminait ainsi : « Je sais cette occasion, monsieur le président, pour exprimer au conseil provincial toute ma reconnaissance pour la première candidature dont il m'a honoré le 29 avril dernier, et j'espère que si un jour je me représenterais devant lui, il voudra bien me donner une nouvelle preuve de sa haute bienveillance. »

Il a été donné communication ensuite du procès-verbal de l'assemblée solennelle dans laquelle la cour d'appel a, le 19 octobre dernier, présenté comme premier candidat, M. C. Delecoeur, et pour second candidat M. Fétis.

Voici les résultats des divers scrutins auxquels le conseil provincial a procédé.

Première candidature. — Nombre de votants, 59, majorité absolue 30. M. le juge Fétis obtient 38 suffrages, M. le vice-président C. Delecoeur, 20 et M. le vice-président Bast 1.

Deuxième candidature. — Nombre de votants, 62. Bilets blancs et bulletins nuls, 4. Votes valables, 58. Majorité absolue, 30. Les voix se sont réparties ainsi : M. Robert, 24 ; M. C. Delecoeur, 20, MM. Giron et Demere, chacun 7. Aucun des candidats ayant réuni la majorité absolue, il a été procédé à un ballottage entre M. Robert et M. C. Delecoeur. Sur 59 votants, M. Robert a obtenu 30 suffrages et son compétiteur 27. Il y a eu 2 bulletins blancs.

En conséquence, la présentation du conseil est celle-ci :

Premier candidat, M. Fétis, juge à Bruxelles ;  
Deuxième candidat, M. Robert, procureur du roi, à Nivelles.

M. le gouverneur a ensuite prononcé, au nom du Roi, la clôture de la session extraordinaire.

Le conseil s'est séparé à une heure, aux cris de Vive le Roi !

CHEMIN DE FER D'ANVERS A GAND (PAYS DE WAES)

Recettes du mois d'octobre. 1871... 93,763 25  
1872... 98,004 39

Augmentation pour oct. 1872... fr. 4,241 07

— La Société dramatique flamande, de Jonge Tonneelhebers, vient de nommer membre d'honneur de ce cercle M. le premier échevin Funck, de la ville de Bruxelles, en reconnaissance des services qu'il a rendus à la cause flamande.

Le corps des chasseurs belges de la garde civique de Bruxelles a rendu, lundi dernier, les derniers devoirs aux hommes militaires à l'un de ses membres, M. De Boeck, sous-officier, décédé à l'âge de 33 ans.

— A la suite d'une rixe, ou plutôt d'une scène de sauvagerie, qui a eu lieu lundi soir, rue du Frontispice, à Molenbeek-Saint-Jean, un ouvrier tourneur en bois, nommé J.-B. Sophie, âgé de 32 ans, demeurant rue des Secours, à Saint-Josse-ten-Node, a reçu dans le ventre un coup de poignard qui met ses jours en danger. Le malheureux blessé a été trans-

porté à l'hôpital Saint-Jean, après s'être traîné jusque dans la rue du Magasin à Bruxelles, où il est tombé et où la police l'a relevé.

L'événement s'est passé vers neuf heures du soir.

L'auteur présumé du coup de poignard a été arrêté. C'est un individu en état de vagabondage, paraît-il.

COURS PUBLICS (Maison du Roi, Grand-Place).

— Chimie. — Jeudi, 21 novembre, à huit heures du soir, conférence par M. le professeur Bérard. — Sujet de la conférence : L'eau, sa distillation, moyens de purifier l'eau.

Arts, sciences et littérature.

— THÉÂTRE ROYAL DE LA MONNAIE. — Le théâtre royal de la Monnaie donnera, vendredi 22, au bénéfice de la Grèce de Laeken, la 1<sup>re</sup> représentation de la reprise de l'Africain, grand ouvrage en cinq actes, de MM. Battu et Hamaker, et à MM. Warot et Bondi, qui ont tenu à jouer le rôle royal au théâtre de l'Opéra de Paris. — Il y a donc lieu d'espérer que cette interprétation sera excellente. Les rôles secondaires sont remis à des artistes éprouvés.

Quant aux masses instrumentales et vocales, on sait ce que l'on peut en attendre sous la direction de leurs chefs, MM. J. Dupont et Agnès.

La mise en scène et la marche du quatrième acte ont été l'objet de soins particuliers.

Tout nous fait donc présager une bonne soirée.

Bulletin de la bourse de Bruxelles

La bourse d'aujourd'hui est l'exacte répétition de celle d'hier. Début en baisse et clôture plus ferme. L'emprunt français reste dénoté à 85-50, après 85-40 ; les Métalliques font de 64 à 64 1/2.

Les valeurs du comptant sont généralement plus faibles, les Banques nationales dénotent avec 60 fr. de réaction sur le cours d'hier, 3,750 ; elles regagnent néanmoins 25 fr. à 3,775. La rente belge 4 1/2 est faible à 102-60 ; par contre les Paris de réserve de la Société générale, vivement recherchés, montent à 2,800.

Les changes restent de même. On négocie le Paris à 1/2 p. c. de perte, et le Londres à 25 35.

Communications et avis divers.

— Estomac, nerfs, foie, poitrine, guéris sans médecine par la douce Revalenta Du Barry, 12, rue de l'Empereur, Bruxelles. Fr. 2-25, 4, 7.

— LONDRES ET BRUXELLES. — Hautes nouveautés en chapellerie, parures et parapluies anglais. M. Steensters-Bosch, chapelier du Roi, Mademoiselle de la Cour, n° 66, à Bruxelles.

— Nous apprenons avec un vif regret que toutes les précieuses collections du musée de Revalenta, à Hiver, vont être données à l'étranger. — Nos vœux nous ne feront-ils rien pour conserver ce précieux musée qui, nous le croyons, ne coûterait rien à l'Etat ?

— Choix varié d'objets pour cadeaux : Parures, médaillons, boucles d'oreilles, boutons, argenterie de table.

— Caoutchouc et waterproof, 7 et 8, place St-Gudule, et 32, rue des Paroissiens.

— Mémoires aux anciens prix, Marché-au-Bois, 8.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 19 novembre.

La séance d'hier a non-seulement été, mais dépassée les déplorables promesses qu'on pouvait attendre de l'impulsive obstination du général Changarnier à vouloir revenir sur l'incident Gambetta.

Il est difficile d'entendre un langage à la fois plus violent et plus inutile, plus injuste et plus inopportuniste que celui que le représentant de la droite a tenu à la tribune. Que dire d'un homme qui appelle « factieux » un de ses collègues ayant déclaré que c'est un crime de conspirer contre le gouvernement de M. Thiers, et qui attribue uniquement la défaite délatante des conservateurs, dans le dernier scrutin, à l'assurance avec laquelle le radicalisme avait annoncé son triomphe. Mais, si l'on est ainsi, qu'est-ce qui empêche le monarchisme de proclamer d'avance le sien, et M. Princeteau s'est-il égaré au banquet de Bordeaux pour proclamer la déchéance de la République ?

Rien ne restait absolument à la réflexion de ces divagations séniles. Que dire aussi de M. de Broglie qui accuse M. Gambetta de vouloir livrer le pays aux ignorants, et qui appartient au parti qui ne veut pas qu'on instruisse le peuple ?

L'impression de la séance a été très-mauvaise sur le président de la République. Un moment il a voulu donner sa démission ; mais je crois savoir qu'il a renoncé à cette idée après avoir réfléchi à la situation et à la responsabilité qu'il avait assumée en acceptant la présidence de la République.

La séance d'hier a été très-mauvaise sur le président de la République. Un moment il a voulu donner sa démission ; mais je crois savoir qu'il a renoncé à cette idée après avoir réfléchi à la situation et à la responsabilité qu'il avait assumée en acceptant la présidence de la République.

La séance d'hier a été très-mauvaise sur le président de la République. Un moment il a voulu donner sa démission ; mais je crois savoir qu'il a renoncé à cette idée après avoir réfléchi à la situation et à la responsabilité qu'il avait assumée en acceptant la présidence de la République.

La séance d'hier a été très-mauvaise sur le président de la République. Un moment il a voulu donner sa démission ; mais je crois savoir qu'il a renoncé à cette idée après avoir réfléchi à la situation et à la responsabilité qu'il avait assumée en acceptant la présidence de la République.

La séance d'hier a été très-mauvaise sur le président de la République. Un moment il a voulu donner sa démission ; mais je crois savoir qu'il a renoncé à cette idée après avoir réfléchi à la situation et à la responsabilité qu'il avait assumée en acceptant la présidence de la République.

La séance d'hier a été très-mauvaise sur le président de la République. Un moment il a voulu donner sa démission ; mais je crois savoir qu'il a renoncé à cette idée après avoir réfléchi à la situation et à la responsabilité qu'il avait assumée en acceptant la présidence de la République.

La séance d'hier a été très-mauvaise sur le président de la République. Un moment il a voulu donner sa démission ; mais je crois savoir qu'il a renoncé à cette idée après avoir réfléchi à la situation et à la responsabilité qu'il avait assumée en acceptant la présidence de la République.

franc (ce qui s'expliquerait davantage) aurait donné la sienne. M. V. Lefranc est loin d'avoir été habile hier.

Les Adresses continuent pour encourager M. Thiers dans la voie où il s'est placé par son Message. En attendant, tous les symptômes secondaires indiquent les tendances du pays. M. Lecomte, républicain, a été élu conseiller général à Montfort (Sarthe), et à Rambervillers (Vosges) la liste républicaine a passé de nouveau tout entière pour le conseil municipal.

Les conseils municipaux des villes suivantes n'ont pas assisté, du moins en corps, aux prières ordonnées par l'Assemblée : Marseille, Lyon, Chambéry, Nantes, Angers, le Mans, le Havre, Lille, Bourg et Montpellier. Dans beaucoup de localités, notamment à Mecon, on a convoqué les officiers sans distinction de culte.

Le ministre de la marine vient de lancer une circulaire contre l'ivresse dans l'armée navale. Chaque dimanche, les punitions infligées aux officiers, marins, quartiers-maîtres, matelots, pour cause d'ivresse, seront signalées à l'ordre du jour de la compagnie, tant dans les divisions d'équipages de flottes qu'à bord des bâtiments armés.

On raconte ce détail que M. Méline a été présenté à M. Thiers par M. Tirard, qui lui aurait dit, en lui amenant le député des Vosges : — Voici encore un homme ! — Je le sais, aurait répondu M. Thiers, nous avons été tous ensemble. (M. Méline a été membre du comité électoral du président de la République.)

Le général Espivent de la Villeboisnet, qui commande à Marseille, et le préfet des Bouches-du-Rhône sont arrivés à Paris. Mais cette arrivée n'a rien de politique. M. Limbourg, le préfet, vient de se marier. L'épouse M<sup>lle</sup> Elphège Péridon de Graviillon, fille d'un lieutenant-colonel d'état-major. M. Espivent de la Villeboisnet est un des témoins choisis par le préfet, ou du moins un des principaux invités.

Le fils de M. Ferdinand Barrot, ancien rédacteur du Sénat, est à présent secrétaire du vice-roi d'Egypte et a pris, après M. E. Olivier, la succession des affaires du Khédive.

Vendredi paraît le journal radical la Réurrection. Demain paraissent à la fois les discours de M. Gambetta dans une édition à deux voix, et en brochure, l'article de M. de Falloux, publié d'abord dans le Correspondant : Du scepticisme en politique.

(Autre correspondance.)

Paris, 19 novembre.

J'ai assisté à la séance d'hier, qui complètera certainement comme une des plus importantes de la session ; personne ne s'attendait à ce qu'une interpellation pareille prendrait le caractère d'un événement d'une telle gravité. A qui doit en remonter la responsabilité ? C'est ce que je vais essayer de vous dire, en m'appuyant sur des renseignements très-circulaires.

Le conseil des ministres s'était réuni le matin, et de grands efforts avaient été faits pour empêcher le président de la République d'assister à la séance. On m'a dit que plusieurs ministres pensaient qu'après l'immense retentissement qu'avait produit le Message, tout discours de M. Thiers, presque au lendemain de ce grand acte, ne pourrait qu'en affaiblir la portée et l'importance.

D'autre part, on disait dans quelques cercles parlementaires que des ministres appartenant au centre droit avaient vivement engagé M. Thiers à assister à la séance, à prendre la parole et à se prononcer contre les doctrines émises dans le discours de Grenoble.

Une assez longue discussion s'était, dit-on, survenue et finalement M. Thiers avait promis à ses collègues de ne pas prendre la parole. En effet, son attitude, pendant le ridicule discours de M. Changarnier et pendant la détestable réponse de M. Victor Lefranc avait été irréprochable, et quoique la droite eût, au commencement de la séance, applaudi aux paroles du général Changarnier, qualifiant le gouvernement de provisoire et indéfini, on pensait qu'après les explications du ministre de l'intérieur au sujet des mesures que le gouvernement avait prises contre les banquettes, les passions violentes de la droite pour la répression seraient largement satisfaites. Mais on a bien vu que le débat, qui avait été fort maladroitement mis par le général Changarnier sur le terrain politique, ne pouvait pas se terminer sans qu'un membre de la droite acceptât encore cette discussion politique, et le discours impudant et perfide de M. le duc de Broglie devait amener nécessairement à la tribune le président de la République.

M. de Broglie, en mettant, pour ainsi dire, en demeure le Président de s'expliquer sur des doctrines prêchées dans une autre enceinte, a fourni à M. Thiers une répartition admirable, qui a été accueillie par les applaudissements frénétiques des trois fractions de la gauche. La partie était gagnée ; l'extrême droite, très irritée, interrompait ; mais une partie du centre droit restait muet, et il n'était douteux pour personne, à ce moment, qu'un ordre du jour de confiance serait adopté par les fractions de la gauche et par une partie du centre droit et qu'une majorité parlementaire se constituerait définitivement : c'était l'impression du public des tribunes, et je dois ajouter à un grand nombre de députés dont j'ai pu recueillir l'opinion.

Une réponse de M. de Broglie, mal accueillie par la droite, a amené de nouveau à la tribune M. Thiers, qui a été encore soutenu par la gauche. Le journaux semblaient toujours devoir se terminer par un simple vote de confiance, lorsque, au moment où les députés déposèrent des ordres du jour, on vit la plus grande confusion régner dans l'Assemblée.

M. Grévy donne lecture de l'ordre du jour de M. Mettel ; les membres du gouvernement se consultent, tandis que des députés de la droite, MM. de Ménéville, d'Haussonville et quelques autres se rendent à la buvette pour éviter M. le duc d'Aumale, qui s'y était réfugié, que sa présence était nécessaire, et qu'on devait s'attendre à des événements graves.

A gauche on ne se doutait pas de ce qui pouvait se passer. M. de Ruesseguier, à ce moment, offrait au duc d'Aumale la candidature à la présidence, et plusieurs des amis du prince l'engageaient ensuite vivement à se retirer et à partir. M. d'Aumale prenait en effet le train de 6 heures 25.

Des députés entourèrent alors le général de Clusey et lui proposèrent de conserver le portefeuille de la guerre, ce que le général refusa avec indignation.

Pendant que ces événements se passaient en dehors de la salle des séances, M. Dufaure avait déclaré que le gouvernement acceptait l'ordre du jour de M. Mettel. Le garde des sceaux avait été, dit-on, poussé par M. de Goulard à accepter cet ordre du jour, et M. Thiers ne s'y était rallié que pour ainsi dire contraint et pensant obtenir une grande majorité. L'événement fut très-grand à gauche. En effet, le président de la République avait pendant toute la séance traité la droite en termes très-sévères, et il semblait que l'adoption de l'ordre du jour Jaurès était la conséquence naturelle de la

séance ; mais M. Thiers avait cédé devant la pression du garde des sceaux.

La gauche ne pouvait tenir qu'une conduite : ne pas voter, considérant avec raison qu'elle n'avait pas le droit de blâmer des doctrines émises en dehors de l'Assemblée. L'ordre du jour Mettel a donc été adopté seulement par le centre gauche et par une partie du centre droit, l'autre partie de cette fraction, que M. le garde des sceaux espérait satisfaire par cette transaction, s'étant abstenue.

M. le président de la République, jugeant alors qu'il ne pouvait pas gouverner en n'étant appuyé que par le centre gauche, quelques membres du centre droit et quelques membres de la gauche, et pensant que cette faible majorité était insuffisante pour donner de la force au gouvernement, a déclaré, en sortant de la séance, qu'il donnait sa démission.

Le bruit s'est répandu très-rapidement dans Versailles. La droite paraissait très-alarmée, mais le parti du duc d'Aumale ne cachait pas sa satisfaction. Pendant tout la soirée, à l'hôtel des Réservoirs, les membres de la droite, du centre droit (opinion de Broglie, Saint-Marc Girardin) allaient et venaient et devaient se réunir dans la soirée pour prendre des mesures en vue d'une crise imminente.

Le conseil des ministres s'est réuni à neuf heures du soir. Les membres du cabinet ont fait leurs efforts pour faire revenir M. Thiers sur sa détermination ; mais le président de la République semblait persévérer dans sa résolution. L'intervention de M. Dufaure a été, m'assure-t-on, vertement blâmée par plusieurs de ses collègues, et, au moment où le conseil allait clore sa séance, M. Thiers a enfin déclaré que, dans la séance d'aujourd'hui ou de demain, il était nécessaire que la Chambre, sur une motion quelconque, affirmât sa confiance pour la politique du gouvernement ; dans ce cas, il ne maintiendrait pas sa démission.

Les membres du centre droit, MM. Martel, Mettel et qui représentent la fraction libérale de ce groupe, et les membres du centre gauche sont venus dans la soirée pour réitérer leurs marques de sympathie pour le président et pour sa politique ; plusieurs membres de la gauche sont restés à Versailles, et une partie de ce groupe doit s'y rendre, ce matin, pour conférer avec le gouvernement ou du moins avec quelques-uns de ses membres.

Le centre gauche doit se réunir aussi pour déposer une proposition de prolongation des pouvoirs de M. Thiers, et on dit que le gouvernement prendrait la parole à propos du dépôt de cette proposition, pour demander un vote de confiance. Tels sont les bruits qui couraient hier dans la soirée.

Le conseil des ministres se réunit aujourd'hui, à dix heures, en vue d'adopter une résolution définitive.

On s'accorde à louer généralement la courageuse attitude











